



**PARLEMENT BRUXELLOIS  
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral  
des interpellations  
et des questions**

---

**Commission de l'environnement  
et de l'énergie,**

chargée de la conservation de la nature,  
du bien-être animal, de la propreté, de la  
politique de l'eau et du Port de Bruxelles

---

**RÉUNION DU**

**MERCREDI 27 JANVIER 2021**

---

**SESSION 2020-2021**

---

**Integraal verslag  
van de interpellaties  
en de vragen**

---

**Commissie voor het Leefmilieu  
en de Energie,**

belast met het Natuurbehoud,  
het Dierenwelzijn, de Netheid,  
het Waterbeleid en de Haven van Brussel

---

**VERGADERING VAN**

**WOENSDAG 27 JANUARI 2021**

---

**ZITTING 2020-2021**

---

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le  
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale  
Direction des comptes rendus  
Tél. : 02 549 68 02  
E-mail : [criv@parlement.brussels](mailto:criv@parlement.brussels)

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse  
[www.parlement.brussels](http://www.parlement.brussels)

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het  
Brussels Hoofdstedelijk Parlement  
Directie Verslaggeving  
Tel. 02 549 68 02  
E-mail [criv@parlement.brussels](mailto:criv@parlement.brussels)

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op  
[www.parlement.brussels](http://www.parlement.brussels)

## SOMMAIRE

Question orale de M. Gaëtan Van Goidsenhoven 1

à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,

concernant "l'implantation durable du frelon asiatique sur notre territoire".

Question orale de M. Jonathan de Patoul 3

à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,

concernant "les champs électromagnétiques en Région bruxelloise".

Question orale de Mme Aurélie Czekalski 8

à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,

concernant "un nouveau délai pour le parc au bassin de Béco".

Question orale de M. Martin Casier 11

à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,

concernant "le coût trop élevé du gaz et de l'électricité pour les Bruxellois".

## INHOUD

Mondelinge vraag van de heer Gaëtan Van Goidsenhoven 1

aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

betreffende "de permanente aanwezigheid van de Aziatische hoornaar op ons grondgebied".

Mondelinge vraag van de heer Jonathan de Patoul 3

aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

betreffende "de elektromagnetische velden in het Brussels Gewest".

Mondelinge vraag van mevrouw Aurélie Czekalski 8

aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

betreffende "een nieuwe termijn voor het park aan het Becodok".

Mondelinge vraag van de heer Martin Casier 11

aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

betreffende "de te hoge prijs van gas en elektriciteit voor de Brusselaars".

Présidence : M. Tristan Roberti, président.

**QUESTION ORALE DE M. GAËTAN VAN GOIDSENHOVEN**

**à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,**

**concernant "l'implantation durable du frelon asiatique sur notre territoire".**

**M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).**- Il y a quelques mois, votre homologue wallon chargé de l'environnement déclarait qu'il faudrait désormais apprendre à cohabiter avec le frelon asiatique en Région wallonne. En effet, l'éradication de cette espèce envahissante semble difficile, voire impossible, contrairement à ce que nous aurions encore pu imaginer il y a quelques années.

Ce frelon au thorax noir et aux pattes jaunes est plus petit que le frelon européen. À la suite d'une introduction accidentelle en Europe il y a plusieurs années, il s'est rapidement répandu dans plusieurs pays. En 2016, un règlement de la Commission européenne a inscrit cet insecte, dont le nom scientifique est *Vespa velutina*, sur la liste des espèces exotiques envahissantes et préoccupantes pour l'Union européenne.

En effet, le frelon asiatique est connu pour être un redoutable chasseur d'abeilles, lesquelles constituent un à deux tiers de son alimentation. Cherchant de préférence des sources de nourriture abondantes et groupées, il est très dangereux pour les ruches. Dans plusieurs régions de France, des apiculteurs ont ainsi enregistré des pertes dramatiques. De plus, des personnes allergiques peuvent courir des risques mortels en cas de piqûre de cet insecte au caractère particulièrement agressif.

Si, auparavant, aucune espèce envahissante de ce type n'avait été observée en Région de Bruxelles-Capitale, l'apparition des premiers frelons asiatiques a été constatée à la fin de l'année 2018. Sous la législature précédente, j'ai interrogé votre prédécesseure sur le sujet et elle m'a affirmé qu'aucun nid n'avait encore été découvert en Région bruxelloise. Cependant, en octobre dernier, nous apprenions qu'un nid de frelons asiatiques avait été détruit par les pompiers bruxellois. Par ailleurs, d'autres nids avaient été découverts dans plusieurs communes de notre Région. Il semble donc bien acté que cette espèce se soit désormais durablement installée sur notre territoire.

À cet égard, certaines inquiétudes peuvent paraître légitimes, lorsqu'on connaît la prédilection du frelon pour les environnements urbains ainsi que la densité élevée de ruches dans notre Région.

Dès lors, j'aurais souhaité connaître l'état des connaissances relatives à l'implantation du frelon asiatique dans notre Région.

Voorzitterschap: de heer Tristan Roberti, voorzitter.

**MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER GAËTAN VAN GOIDSENHOVEN**

**aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,**

**betreffende "de permanente aanwezigheid van de Aziatische hoornaar op ons grondgebied".**

**De heer Gaëtan Van Goidsenhoven (MR)** *(in het Frans).*- Enkele maanden geleden zei uw Waalse ambtgenoot dat we voortaan moeten leven met de Aziatische hoornaar. Het lijkt immers onmogelijk om de exoot uit te roeien.

*De Aziatische hoornaar met een zwart borststuk en gele poten is kleiner dan de Europese hoornaar. Nadat hij jaren geleden toevallig in Europa belandde, heeft hij zich snel over meerdere landen verspreid. In 2016 zette de Europese Commissie hem op de lijst met invasieve uitheemse soorten.*

*Hij is een geduchte bijenjager en vormt een groot gevaar voor bijenkorven. Bovendien lopen mensen met allergieën dodelijke risico's als ze door de Aziatische hoornaar worden gestoken.*

*Eind 2018 doken de eerste Aziatische hoornaars in Brussel op. In oktober van vorig jaar vernietigde de Brusselse brandweer het eerste nest. Er zijn nog andere nesten ontdekt, waaruit blijkt dat de soort zich hier definitief heeft gevestigd.*

*Heeft de Aziatische hoornaar zich definitief in het Brussels Gewest gevestigd? Komen er net als in Wallonië juridische regels voor private verdelgingsbedrijven van schadelijke insecten? Nodeloze verdelgingen moeten immers worden vermeden. Welke andere initiatieven mogen we verwachten om de aanwezigheid van de soort terug te dringen?*

Nous confirmez-vous qu'il faudra désormais composer avec une présence durable de cet insecte ?

En Wallonie, l'élaboration d'un cadre juridique pour les opérateurs privés actifs dans la destruction de nids d'insectes devrait être finalisée cette année. Pareille démarche est-elle également à l'ordre du jour à Bruxelles ?

Nous savons par ailleurs que des synergies se sont récemment créées entre les équipes du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu) et l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique (IRSNB), visant à apprendre à éviter les destructions d'habitats inutiles.

Quelles autres initiatives sont à l'ordre du jour pour tenter d'enrayer la présence de cette espèce, ou du moins de cohabiter avec elle en prenant le moins de risques possible et en prévenant les dégâts qu'elle peut provoquer ?

115 **M. Alain Maron, ministre.** - Comme attendu, le frelon asiatique s'est implanté sur le territoire bruxellois depuis 2019, le premier nid ayant été neutralisé par l'Animal Rescue Team du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu) en septembre 2019, à Auderghem. Si l'on comptait une demi-douzaine d'observations en 2019, on en dénombre plus de 50 en 2020. D'autres nids ont donc depuis été neutralisés par la même équipe.

Si son installation est probablement inéluctable, a fortiori sur un territoire aussi petit que le nôtre et dont les frontières ne sont pas imperméables, nous devons donc apprendre à gérer ce problème sur le long terme. Bruxelles Environnement soutient à ce stade une approche "passive", avec la neutralisation des nids qui sont signalés. La consigne officielle reste à ce jour d'encoder les observations sur le site [www.observations.be](http://www.observations.be) et de contacter le Siamu en cas de découverte d'un nid.

Une approche "active" consisterait à rechercher les nids en suivant des spécimens en vol. Pour l'instant, quelques apiculteurs et agents du Siamu ont lancé ce type de démarche de leur propre initiative. Il existe aussi la méthode de radiotracage, souhaitée par les apiculteurs.

Je souhaite qu'une discussion à ce sujet soit menée dans le cadre des tables rondes que Bruxelles Environnement organisera dans le cadre de la stratégie régionale pour les pollinisateurs. Ceux-ci sont en effet confrontés à une source de danger et de risque supplémentaire. Les experts qui se réuniront devront envisager l'avenir de la stratégie bruxelloise, et notamment le rôle des services publics et des sociétés privées.

117 Bruxelles Environnement compte se pencher sur le problème des neutralisations. Les dernières discussions avec le service public fédéral (SPF) Intérieur pour limiter ces opérations aux pompiers datent de 2019. Pour l'instant, il n'existe pas de cadre juridique régional, ni même de cadre fédéral, qui règlementerait l'usage des produits biocides dans ce cas spécifique.

**De heer Alain Maron, minister** (in het Frans). - De Brusselse brandweer vernietigde het eerste nest van de Aziatische hoornaar in september 2019 in Oudergem. In dat jaar werd de soort minder dan tien keer gespot, in 2020 al meer dan vijftigmaal. Sindsdien heeft de brandweer nog meer nesten verdelgd.

Omdat de hoornaar vermoedelijk niet uit te roeien valt, kunnen we maar beter een langetermijnstrategie bedenken. Leefmilieu Brussel gaat momenteel voor een passieve benadering, wat betekent dat het ontdekte nesten laat vernietigen. De officiële instructie blijft vaststellingen te melden op [www.observations.be](http://www.observations.be) en de brandweer te bellen.

Een actieve benadering betekent het gericht opsporen van nesten door vliegende exemplaren te volgen. Enkele imkers en brandweerlui zijn daar uit eigen beweging mee gestart. Imkers zijn verder voorstander van opsporing door middel van radiotagging.

Ik wil dat het onderwerp ter sprake komt in de discussiegroepen die Leefmilieu Brussel organiseert over een gewestelijke strategie voor bestuivers. Daarbij zal de rol van publieke en private diensten aan bod komen.

Leefmilieu Brussel is van plan om zijn verdelgingsstrategie te herbekijken. De recentste besprekingen met de federale overheid dateren van 2019. Momenteel zijn er geen gewestelijke of federale regels voor de inzet van verdelgingsmiddelen tegen de Aziatische hoornaar.

Le SPF Santé publique travaille toutefois à proposer un système de formation et de reconnaissance des entreprises habilitées à utiliser des biocides insecticides et des raticides. Les résultats de ce travail seront bien sûr suivis et analysés, possiblement pour nous greffer à ce système.

Mon administration suivra également avec intérêt le développement des méthodes alternatives non chimiques, aussi bien les techniques thermiques, qui s'annoncent prometteuses, que dans le domaine de la lutte biologique.

119 **M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).** - L'état des lieux montre que la situation s'est emballée. C'était sans doute en partie prévisible. Manifestement, il va falloir quitter l'approche passive, qui n'est pas à la hauteur des objectifs, et monter en action comme en vigilance pour éviter de nombreuses nuisances. J'entends qu'une table ronde va aborder ce sujet. Ce sera l'occasion de compléter notre arsenal avec des réponses aussi adéquates que possible.

L'éradication pure et simple est d'autant plus compliquée que notre territoire n'est pas immense et qu'il peut y avoir des retours de frelons depuis l'extérieur de la Région bruxelloise. Néanmoins, nous avons un rôle à jouer dans cette lutte qui se comprend aussi à l'échelle européenne. Il nous faut examiner nos capacités de réduire les risques et dégâts dus à cette espèce invasive, car ils iront inmanquablement croissant dans les années à venir.

Je vous incite donc à faire en sorte que, très prochainement, nous puissions mobiliser plus de moyens et d'attention sur ce problème. Les chiffres que vous avez donnés le justifient amplement.

- L'incident est clos.

123 **QUESTION ORALE DE M. JONATHAN DE PATOUL**

123 **à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,**

123 **concernant "les champs électromagnétiques en Région bruxelloise".**

125 **M. Jonathan de Patoul (DéFI).** - Fin de l'année 2019, je vous ai interrogé, dans le cadre de vos compétences en santé, sur les conséquences des champs électromagnétiques sur la santé des citoyens. En effet, certaines recherches épidémiologiques controversées démontrent l'existence d'une corrélation entre l'exposition continue à ces champs électromagnétiques et des perturbations de l'ADN pouvant mener à l'apparition de certaines maladies neurodégénératives ou des cancers. D'autres liens ont également été établis entre cette exposition et une infertilité masculine, ainsi qu'une perturbation du sommeil ou de l'humeur.

*De FOD Volksgezondheid werkt aan de opleiding en erkenning van bedrijven die insecticiden en rattenverdelgingsmiddelen mogen gebruiken. Misschien enten wij ons op dat federale model.*

*Mijn administratie volgt ook de ontwikkeling van alternatieve, niet-chemische methoden op de voet.*

**De heer Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) (in het Frans).** - *Het is uit de hand gelopen, iets wat te verwachten viel. Een actievere aanpak is duidelijk aangewezen. De discussiegroepen zijn een goede gelegenheid om bij te sturen.*

*De uitroeiing van de Aziatische hoornaar wordt bemoeilijkt door het feit dat ons grondgebied niet groot is en indringers dus gemakkelijk binnenkomen, maar dat betekent niet dat we mogen laten betijen. De cijfers die u gaf, zijn immers verontrustend.*

- *Het incident is gesloten.*

**MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER JONATHAN DE PATOUL**

**aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,**

**betreffende "de elektromagnetische velden in het Brussels Gewest".**

**De heer Jonathan de Patoul (DéFI) (in het Frans).** - *Eind 2019 stelde ik u vragen over de effecten van elektromagnetische velden op de gezondheid, aangezien u binnen het Verenigd College bevoegd bent voor Gezondheid. Volgens enkele controversiële studies is er correlatie tussen een continue blootstelling aan zulke elektromagnetische velden en een verstoring van het DNA. Dat kan dan weer leiden tot bepaalde neurodegeneratieve aandoeningen en kankers, onvruchtbaarheid bij mannen, slaapstoornissen of stemmingswisselingen.*

Ces études avancent des effets biologiques divers provoqués par l'exposition à ces champs.

Face à ces doutes, le Conseil de l'Union européenne a adopté une recommandation en juillet 1999 par laquelle, à une fréquence de 50 hertz (Hz), il recommande aux États membres de respecter pour le grand public des valeurs de 100 microteslas ( $\mu\text{T}$ ) pour les champs d'induction magnétique et de 5 kilovolts (kV) par mètre pour les champs électriques.

La Flandre s'est rapidement emparée de ce débat sur l'incidence des champs électromagnétiques sur la santé et a décidé de légiférer. En 2004, elle a fixé un seuil d'intervention à 20  $\mu\text{T}$  à l'intérieur des habitations.

Le Conseil supérieur de la santé (CSS) s'est aussi penché sur la problématique de l'exposition aux champs électromagnétiques. À la suite de ses analyses, il a recommandé de limiter l'exposition au champ magnétique émis par les installations électriques, en particulier pour les enfants. Pour les enfants de moins de quinze ans, l'exposition prolongée ne devrait pas dépasser la valeur moyenne de 0,4  $\mu\text{T}$ .

<sup>127</sup> La Flandre s'est par ailleurs soumise à cette analyse du CSS et recommande que l'exposition des enfants ne dépasse pas cette valeur.

La Région flamande démontre également son intérêt pour cette question des champs électromagnétiques, puisqu'elle s'est dotée d'un logiciel de calcul et de personnel spécialisé pour réaliser des simulations de champs de basses fréquences.

Ce logiciel permet d'évaluer le champ électromagnétique généré par des lignes à haute tension. Il est utilisé pour émettre des avis sur des projets urbanistiques qui se développent dans l'environnement de lignes à haute tension ou lors de l'évaluation des différents scénarios possibles pour l'installation d'une nouvelle ligne.

Cette question de l'incidence des champs électromagnétiques sur l'environnement et la santé des citoyens est sensiblement revenue sur la table du parlement de notre autre Région voisine, à la suite de nombreuses contestations citoyennes visant le projet de la boucle du Hainaut, dont vous avez certainement entendu parler.

Ce débat a mis en lumière l'absence de normes et de valeurs seuils en ce qui concerne l'exposition aux champs électromagnétiques. Un débat similaire s'est par ailleurs tenu en Région bruxelloise lors de l'installation de lignes à haute tension dans les quartiers de Schaerbeek et de Woluwe-Saint-Lambert.

Face à la mobilisation citoyenne des habitants de la périphérie de cette boucle électrique - certains résidant à moins de 100 mètres du tracé -, la ministre wallonne de l'environnement, Céline Tellier, a annoncé en novembre qu'elle fixerait des valeurs seuils, à l'image des normes instaurées en Flandre.

*Uit voorzorg had de Raad van de Europese Unie in juli 1999 een aanbeveling gedaan naar de lidstaten om, bij een frequentie van 50 hertz (Hz), de 100 microtesla ( $\mu\text{T}$ ) voor magnetische inductievelden en de 5 kilovolt (kV) per meter voor elektrische velden niet te overschrijden voor het grote publiek.*

*Vlaanderen besliste al snel om die aanbeveling om te zetten in regelgeving. Sinds 2004 ligt de drempel er op 20  $\mu\text{T}$  binnenshuis.*

*Ook de Hoge Gezondheidsraad (HGR) heeft zich over de zaak gebogen. Na analyse besloot hij dat de blootstelling aan magnetische velden, uitgestuurd door elektrische installaties, begrensd moet worden. Zo mag de gemiddelde verlengde blootstelling voor min-15-jarigen de 0,4  $\mu\text{T}$  niet overschrijden. Het Vlaams Gewest schikt zich naar die analyse van de HGR.*

*Vlaanderen heeft ook geïnvesteerd in software en gespecialiseerd personeel om simulaties met lage frequenties uit te voeren. Met die software kunnen de elektromagnetische velden die hoogspanningslijnen uitsturen, gemonitord worden. Het systeem wordt ingezet om advies uit te brengen bij bouwprojecten in de buurt van zulke hoogspanningskabels of bij de aanleg van een nieuwe hoogspanningslijn.*

*In Wallonië kwam de kwestie aan bod in het parlement na de talrijke burgerprotesten naar aanleiding van het project La Boucle du Hainaut. Uit dat debat bleek dat er geen normen en drempelwaarden met betrekking tot blootstelling aan elektromagnetische velden bestaan. In Brussel ontspon zich een vergelijkbaar debat bij de aanleg van hoogspanningslijnen in delen van Schaerbeek en Sint-Lambrechts-Woluwe.*

*Na protest van de omwonenden kondigde Waals minister van Leefmilieu Tellier in november aan dat ze drempelwaarden zou vastleggen, net als in Vlaanderen. Meer zelfs, mevrouw Tellier bevestigde dat haar kabinet werkte aan een studie over de mogelijke nadelige gevolgen van hoogspanningslijnen voor mens en dier. Als uit die studie zou blijken dat blootstelling gevaarlijk is, zou Elia het traject van de lijn moeten herbekijken, verder van de bewoning af.*

*Ook wil de Waalse minister het Waalse decreet op de luchtkwaliteit binnenshuis aanpassen, zodat de provinciale diensten die het binnenklimaat analyseren, de zogenoemde SAMI's, ook wat te zeggen krijgen over elektromagnetische velden.*

*Heeft Leefmilieu Brussel een dienst die de effecten van elektromagnetische velden op gezondheid en milieu monitort? Bestudeert Leefmilieu Brussel de impact van hoogspanningslijnen op mens en dier en op het milieu? Zo ja, wat*

Mieux encore, Mme Tellier affirmait que son cabinet était en train de rédiger un cahier des charges, une étude relative aux répercussions des lignes à haute tension sur la santé humaine et animale.

Elle indiquait par ailleurs que si cette étude confirmait la dangerosité de l'exposition, il serait demandé à Elia de revoir le tracé pour respecter les distances entre la ligne et les habitations.

La ministre wallonne a exprimé son intention de modifier le décret wallon sur la qualité de l'air intérieur afin d'élargir le champ d'intervention des Services d'analyses des milieux intérieurs (SAMI) aux champs électromagnétiques.

Bruxelles Environnement dispose-t-elle d'un service de veille en ce qui concerne les effets des champs électromagnétiques sur la santé et l'environnement ? Dans l'affirmative, quelles sont les dernières observations établies par Bruxelles Environnement au regard de cette veille ? Bruxelles Environnement a-t-elle réalisé une étude relative à l'impact des lignes à haute tension sur la santé humaine et animale et sur l'environnement ? Si oui, qu'en ressort-il ? Dans la négative, Bruxelles Environnement est-elle susceptible d'être associée à la recherche qui sera entreprise en Wallonie ? Il n'est en effet pas toujours nécessaire d'effectuer deux fois le même travail.

Bruxelles Environnement s'est-elle dotée, comme la Flandre, d'un logiciel de calcul capable de réaliser des projections et des simulations de champs de basses fréquences ? Dans la négative, le logiciel flamand est-il exploité par la Région bruxelloise dans le cadre, par exemple, de nouveaux aménagements du territoire comprenant des lignes à haute tension ?

<sup>129</sup> À l'instar de ce qu'a déclaré la ministre wallonne chargée de l'environnement, une réglementation sur les seuils d'exposition est-elle à l'ordre du jour en Région bruxelloise ? Dans l'affirmative, ces normes seront-elles conformes aux recommandations du CSS ?

Garantir la qualité de l'air intérieur est une grande préoccupation du plan air-climat-énergie (PACE). Dans notre Région, ce n'est pas le Service d'analyses des milieux intérieurs (SAMI), mais les ambulances vertes de la cellule régionale d'intervention en pollution intérieure (Crip) qui sont compétentes. Pour tenir compte des champs électromagnétiques, Bruxelles Environnement envisage-t-elle d'élargir les compétences de la Crip ?

<sup>131</sup> **M. Alain Maron, ministre.** - La question de l'impact des ondes sur la santé relève en premier lieu du niveau fédéral, mais présente, bien entendu, des liens avec l'environnement. C'est pourquoi Bruxelles Environnement assure une veille scientifique concernant les effets des ondes sur la santé et l'environnement. Ainsi, Bruxelles Environnement se fait aider par un comité d'experts, qui travaille en toute indépendance pour garantir les résultats scientifiquement validés les plus fiables possible,

*zijn de bevindingen? Zo niet, is Brussel bereid naar de Waalse resultaten te kijken? Dubbel werk is immers niet altijd nodig.*

*Beschikt Leefmilieu Brussel over meetsoftware, zoals Vlaanderen, of kan Brussel de Vlaamse software gebruiken?*

*Staat ook in Brussel regelgeving over de drempelwaarden voor blootstelling op de planning?*

*In het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan (GLKE) is er veel aandacht voor een gezond binnenklimaat. Daarvoor is de regionale cel voor Interventie bij Binnenhuisvervuiling (RCIB) bevoegd. Worden de bevoegdheden van de RCIB uitgebreid, zodat ook elektromagnetische velden eronder vallen?*

**De heer Alain Maron, minister** (in het Frans). - Deze kwestie is vooral een federale bevoegdheid, maar het gaat ook over gezondheid en dus houdt Leefmilieu Brussel een wetenschappelijke monitoring van de gevolgen van golven op gezondheid en milieu. Daarin wordt de administratie bijgestaan door een onafhankelijk comité van experts.

*Leefmilieu Brussel neemt onder meer deel aan de bijeenkomsten van de Belgian BioElectroMagnetics Group (BBEMG) over lage frequenties. Die groep bestaat uit leden van zes universitaire*

relatifs aux rayonnements de haute fréquence, notamment en ce qui concerne les antennes gsm.

S'agissant des basses fréquences, Bruxelles Environnement assiste, entre autres, au meeting scientifique régulièrement organisé par le Belgian BioElectroMagnetics Group (BBEMG). À cette occasion sont exposés les résultats des projets de recherche des différentes équipes de ce groupe d'experts, ainsi qu'un suivi de la littérature existante et une présentation des nouvelles études scientifiques sur les effets sur la santé de l'exposition aux champs électriques et magnétiques de basse fréquence. Le BBEMG rassemble des membres de six équipes de recherche d'institutions universitaires et scientifiques.

Bruxelles Environnement suit également le travail et les recommandations internationales de la Commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants (International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection - ICNIRP), organisme international reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plusieurs études épidémiologiques ont démontré l'existence d'un lien entre la proximité des lignes à haute tension par rapport aux lieux d'habitation et le risque de leucémie infantile. Néanmoins, à ce jour, il n'existe aucune explication biologique de cette corrélation. Les résultats des études en laboratoire ne démontrent pas ce lien statistique entre une exposition aux champs électriques 50 Hz et la leucémie infantile.

Par conséquent, selon l'ICNIRP, l'état actuel de la recherche scientifique ne permet pas de conclure qu'une exposition prolongée aux champs de basses fréquences soit une cause de leucémie infantile. Enfin, l'ICNIRP conclut plus largement que l'état actuel des connaissances scientifiques ne permet pas de démontrer qu'une exposition à long terme aux champs de basses fréquences ait des effets néfastes sur la santé des adultes et des enfants.

Je ne prends pas position, je relaie seulement les conclusions actuelles de l'ICNIRP.

Vous abordez ensuite une éventuelle étude sur l'impact des lignes à haute tension sur la santé humaine et animale. En 2006, l'Université de Gand a réalisé, à l'initiative de Bruxelles Environnement, une étude concernant l'exposition du public aux champs électromagnétiques (notamment basses fréquences) en Région de Bruxelles-Capitale. Cette étude présente, dans ses conclusions, une série de propositions et recommandations à appliquer afin de garantir une exposition la plus faible possible, sans compromettre l'existence des infrastructures d'intérêt public. Cette étude a également établi une série de recommandations propres à chaque type d'infrastructure (cabines à haute tension, câbles, lignes à haute tension) dans le but de limiter l'exposition, en tenant compte de leur efficacité et de leur coût.

En ce qui concerne les lignes à haute tension, la particularité bruxelloise est que, contrairement aux Régions flamande

et wetenschappelijke onderzoeksteams. Ook volgt Leefmilieu Brussel het werk en de internationale aanbevelingen van de door de WHO erkende International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection (ICNIRP).

*Volgens verschillende epidemiologische studies wordt er meer leukemie geconstateerd bij kinderen die dicht bij een hoogspanningslijn wonen. Toch is er tot op vandaag nog geen biologische verklaring voor die correlatie gevonden. Bijgevolg biedt de huidige stand van het wetenschappelijk onderzoek volgens de ICNIRP geen uitsluitel dat een langere blootstelling aan lage frequenties leukemie bij kinderen zou veroorzaken. Bij uitbreiding spreekt de commissie zich niet uit over nadelige gevolgen voor de gezondheid van kinderen en volwassenen.*

*Ik neem zelf geen standpunt in, maar geef enkel de nieuwste inzichten van de ICNIRP door.*

*In 2006 deed de UGent onderzoek naar de blootstelling aan laagfrequente elektromagnetische golven in het Brussels Gewest. Ze deed een aantal aanbevelingen om die blootstelling tot een minimum te beperken, zonder de openbare infrastructuur in het gedrang te brengen.*

*In tegenstelling tot in Vlaanderen en Wallonië zijn er in het Brussels Gewest alleen ondergrondse hoogspanningslijnen. Voorlopig blijft dat ook zo en daarom heeft het weinig zin om hier gebruik te maken van de software die Vlaanderen gebruikt om laagfrequente velden te simuleren. Brussel gebruikt een andere simulatietool bij de aanleg van hoogspanningslijnen.*

et wallonne, il n'existe dans notre Région que des lignes souterraines de câbles à haute tension et pas de lignes aériennes, hormis la seule ligne aérienne qui entre dans Bruxelles sur le site d'Elia près de l'avenue Jules Van Praet. À notre connaissance, à l'heure actuelle, des projets d'installations de lignes à haute tension aériennes à Bruxelles ne sont pas à l'ordre du jour.

Dans le cadre de la veille scientifique effectuée sur ces questions, Bruxelles Environnement se tiendra informée des résultats de la future étude wallonne.

Vous faites, ensuite, référence au logiciel flamand de projection et simulation de champs de basses fréquences. La Région flamande est en effet actuellement la seule des trois Régions à disposer d'un logiciel de calcul ainsi que du personnel spécialisé pour réaliser des simulations des champs basses fréquences. Comme je viens de le mentionner, il n'existe en Région bruxelloise que des lignes souterraines et presque pas de lignes aériennes, et donc l'usage de ce logiciel serait assez limité.

Actuellement, la Région bruxelloise n'utilise pas de logiciel de simulation pour les champs basses fréquences, mais dispose depuis peu d'un autre outil que la simulation, qui permet de réguler la pose de câbles à haute tension.

135

En effet, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Elia ont signé, en mai 2017, un protocole obligatoire relatif à la pose de nouveaux câbles à haute tension. Ce protocole décrit l'ensemble des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans le cadre de la pose de câbles en Région Bruxelles-Capitale. Ces bonnes pratiques ont pour objectif de déterminer des distances (à privilégier et minimales) pour la pose de câbles à haute tension par rapport aux habitations, afin de prendre en considération les aspects sanitaires et environnementaux liés à ces installations, tout en tenant compte des contraintes techniques et économiques imposées aux opérateurs.

À l'heure actuelle, la Région se base sur ce protocole ainsi que sur les permis d'environnement qui prennent déjà en considération la recommandation précitée du Conseil supérieur de la santé (CSS). S'il devait s'avérer que ce protocole et les permis ne sont pas suffisants, nous pourrions envisager de légiférer comme en Wallonie, mais je n'ai reçu aucune recommandation en ce sens.

Eu égard à la question de la qualité de l'air, un élargissement des analyses de pollution intérieure aux analyses des champs électromagnétiques n'est pas envisagé. Ce rôle est assuré par la Division inspectorat et sols pollués de Bruxelles Environnement qui peut effectuer des mesures de champs électromagnétiques à la demande des habitants. Par ailleurs, la cellule régionale d'intervention en pollution intérieure (Crip) reçoit moins d'une demande médicale par an concernant des nuisances provenant des champs électromagnétiques. Le volume de ce type de demande est donc bien trop faible pour justifier un service permanent.

*De regering van het Brussels Gewest en Elia ondertekenden in mei 2017 een protocol voor nieuwe hoogspanningskabels dat goede praktijken oplegt. Het gewest baseert zich op dat protocol en op de milieuvergunningen die al rekening houden met de aanbeveling van de Hoge Gezondheidsraad (HGR). Mocht blijken dat het protocol en de vergunningen niet volstaan, dan kunnen we overwegen om het Waalse voorbeeld te volgen.*

*Er zijn geen plannen om de analyse van de luchtkwaliteit binnenshuis uit te breiden naar elektromagnetische velden. Dat is een taak voor de afdeling inspectie en verontreinigde bodems van Leefmilieu Brussel, die op verzoek van bewoners van een gebouw de elektromagnetische straling opmeet. De regionale cel voor Interventie bij Binnenhuisvervuiling (RCIB) krijgt trouwens jaarlijks minder dan één medische vraag over hinder door elektromagnetische velden. Bij de enkele metingen die de RCIB in woningen deed, is geen enkele overschrijding van de normen vastgesteld.*

À titre informatif, les quelques mesures effectuées par la Crip dans plusieurs habitations n'y ont mis en évidence aucun dépassement de normes.

137 **M. Jonathan de Patoul (DéFI).**- Votre réponse sur ce dossier à suivre est assez complète. Il est toujours intéressant de regarder ce qui se passe chez nos voisins et de s'inspirer des bonnes pratiques.

Vous dites qu'en Région bruxelloise, il n'y a pas de lignes à haute tension aériennes et que toutes les lignes sont souterraines. Quelle est la différence majeure en matière d'impact entre les deux dispositifs ?

137 **M. Alain Maron, ministre.**- Le fait que les lignes soient enterrées limite leur rayonnement. Je ne dis pas que ce dernier est totalement supprimé en surface, mais il est, de facto, limité si on le compare avec celui émis par des lignes aériennes exemptes de gaine de protection. Le fait que les lignes soient enterrées et qu'elles passent dans des gaines en béton limite forcément leur rayonnement.

137 **M. Jonathan de Patoul (DéFI).**- Nous suivrons ce dossier avec attention.

- *L'incident est clos.*

147 **QUESTION ORALE DE MME AURÉLIE CZEKALSKI**

147 **à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,**

147 **concernant "un nouveau délai pour le parc au bassin de Béco".**

149 **Mme Aurélie Czekalski (MR).**- La zone de la rive gauche du bassin de Béco est appelée à subir quelques aménagements décidés de longue date. Le délai pour la réalisation des travaux qui y sont planifiés pose néanmoins question.

Durant la législature 2004-2009, il était déjà question d'aménagements importants au bassin de Béco, et notamment de la construction d'un pont dans le prolongement de la rue Picard pour enjambrer le canal. Plusieurs projets ont été ébauchés, mais la décision a mis du temps à être confirmée. Il a d'abord été envisagé de réserver le pont aux transports publics, aux cyclistes et aux piétons. L'idée du tram a ensuite été écartée pour concevoir une traversée du pont par les bus. Le projet a été suivi par Beliris et les bus n'ont finalement pas été retenus, pour en revenir aux trams.

La décision finalement prise, le chantier du pont a été confirmé après plus de dix ans d'hésitations et de remises en question de certains aspects du projet. Dans la foulée, l'idée d'aménager

**De heer Jonathan de Patoul (DéFI) (in het Frans).**- *Het kan altijd nuttig zijn om ons te laten inspireren door goede praktijken bij de burens.*

*U zegt dat in Brussel alle hoogspanningslijnen ondergronds lopen. Wat is daarvan het voordeel?*

**De heer Alain Maron, minister (in het Frans).**- *Dat vermindert de straling, zonder ze helemaal weg te nemen. Vergeleken met open hoogspanningslijnen in de lucht, bieden ondergrondse lijnen die in een betonnen huls zijn ingepakt, een veel grotere bescherming tegen elektromagnetische stralingen.*

**De heer Jonathan de Patoul (DéFI) (in het Frans).**- *Ik zal dit dossier aandachtig volgen.*

**MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW AURÉLIE CZEKALSKI**

**aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,**

**betreffende "een nieuwe termijn voor het park aan het Becodok".**

**Mevrouw Aurélie Czekalski (MR) (in het Frans).**- *Op de linkeroever van het Becodok moet een jaren geleden geplande heraanleg starten. De uitvoeringstermijn voor de werken roept echter vragen op.*

*Tijdens de regeerperiode 2004-2009 werd reeds beslist dat er in het verlengde van de Picardstraat een brug over het kanaal zou komen. De definitieve beslissing over het gebruik van de brug liet echter tien jaar op zich wachten.*

*Tegelijkertijd werd het idee geopperd om in het Becodok een openluchtzwembad aan te leggen. Dat werd echter naderhand weer afgevoerd. Nu moet er op de linkeroever een park voor vrijetijdsbesteding komen. Dat zou in 2021 worden aangelegd, maar uit recente informatie blijkt dat de realisatie door bodemverontreiniging is uitgesteld tot 2024. De werkzaamheden zouden in 2022 starten en twee jaar duren.*

une piscine à ciel ouvert au bassin de Béco a fait l'objet de nombreuses discussions, pour aboutir en fin de compte à un abandon et y substituer l'implantation d'un parc de loisirs sur la rive gauche du bassin de Béco. Ce projet devait être concrétisé en 2021.

Une information récente vient toutefois de reporter la réalisation du parc à 2024. Le chantier devrait, suivant un communiqué récent, démarrer en 2022 pour durer au moins deux ans. Ce nouveau délai serait imputable à la pollution du sol. Il est assez surprenant qu'un chantier prévu de longue date soit contrarié par une pollution du sol qui se révélerait avec un certain retard. Les aménagements de la rive gauche du bassin de Béco en une promenade jouxtant la zone du futur parc récréatif ont-ils été correctement analysés en leur temps, ou certaines latitudes ont-elles été tolérées ?

Une pollution était connue à proximité de ce futur chantier. Comment expliquer que, soudainement, elle nécessite la mise en place tardive d'une "recherche de solutions les plus appropriées pour chaque type et chaque zone de pollution" ? À quoi ont donc servi les analyses antérieures ?

Comment expliquer le nouveau report de l'aménagement de ce parc de loisirs ?

Le degré de pollution présente à cet endroit était bien connu au moment où le projet a été lancé. Faut-il en déduire que cette pollution se révélerait soudainement plus importante que celle relevée dans le passé ? Si tel est le cas, quelle est l'origine de cette augmentation de la pollution ? Ce nouveau taux de pollution récemment relevé justifie-t-il de mener des campagnes d'assainissement plus rigoureuses que celles effectuées dans le passé pour le tronçon de la rive gauche compris entre la place Saintelette et la rue Picard ?

151

**M. Alain Maron, ministre.**- Pour rappel, l'aménagement du quai des Matériaux est un projet ambitieux qui vise à réaliser un des centres récréatifs prévus par le plan régional de développement durable (PRDD), comme le sera également la plaine de jeux régionale que Bruxelles Environnement va réaliser sur le site de l'hippodrome de Boitsfort.

Le quai des Matériaux offrira un espace de détente et d'activités récréatives au cœur de la ville, le long de cet élément structurant et encore trop peu valorisé qu'est le canal. Ce projet est mené par Beliris en concertation étroite avec Bruxelles Environnement et le Port de Bruxelles.

Pour ce qui est du calendrier de ce chantier, le permis d'urbanisme a été délivré le 24 avril 2018. Beliris a ensuite entrepris les études techniques en vue de la rédaction du cahier des charges d'adjudication. Étant donné sa complexité, la problématique de la pollution du sol a nécessité des investigations complémentaires en 2018, 2019 et 2020 pour déterminer le traitement le plus adéquat à lui réserver et intégrer celui-ci dans le marché de travaux.

*Is de inrichting van de linkeroever van het Becodok als wandelweg en recreatief park destijds correct beoordeeld, of is er enige speelruimte gelaten?*

*De bodemverontreiniging was gekend. Hoe kan het dan dat de herinrichting daarvoor plots moet worden uitgesteld? Welk nut hebben de eerder uitgevoerde analyses eigenlijk?*

*Hoe verklaart u het nieuwe uitstel voor de aanleg dat een ingrijpendere sanering dan deze die in het verleden tussen het Sainteletteplein en de Picardstraat is uitgevoerd?*

**De heer Alain Maron, minister (in het Frans).**- De inrichting van de Materialenkaai houdt de verwezenlijking in van een recreatiecentrum uit het Gewestelijk Plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO). De aanleg van zo een ontspannings- en activiteitencentrum langs het kanaal wordt geleid door Beliris, in nauw overleg met Leefmilieu Brussel en de Haven van Brussel.

*De stedenbouwkundige vergunning werd verleend op 24 april 2018. Vervolgens liet Beliris de technische studies uitvoeren om een bestek te kunnen opmaken. Gezien de complexe bodemverontreiniging was er in 2018, 2019 en 2020 bijkomend onderzoek nodig naar de beste aanpak, die bovendien in de overheidsopdracht moest worden opgenomen.*

*Vervolgens was een schatting van de kosten nodig en moest het gewest de nodige middelen uittrekken. In het kader van het herstelplan is er vorige zomer een enveloppe van 2,4 miljoen euro uitgetrokken voor het wegwerken van de bodemverontreiniging op de Materialenkaai. Daardoor werd een nieuw samenwerkingsprotocol tussen Beliris, het Brussels*

Ensuite, il a fallu estimer le coût de ces travaux et s'assurer que les budgets régionaux étaient disponibles. Vous vous souvenez que, l'été dernier, le plan de relance a dégagé une enveloppe de 2,4 millions d'euros pour la gestion de la pollution de sol du quai des Matériaux. C'est cette enveloppe basée sur une estimation réaliste des coûts de gestion de la pollution qui a permis la signature d'un nouveau protocole de collaboration entre Beliris, la Région bruxelloise et le Port de Bruxelles et de donner le feu vert à Beliris pour lancer les marchés de travaux.

En effet, la gestion de la pollution des sols s'est avérée plus coûteuse que prévu ou n'avait pas été suffisamment intégrée par Beliris et les parties prenantes dans le calcul du coût global de l'opération. La Région a donc dégagé des moyens supplémentaires pour la prise en charge de la gestion de la pollution du sol.

153

Il est prévu que le chantier commence à l'automne 2021. Une première phase du chantier situé entre la place Saintelette et le nouveau pont Suzan Daniel qui enjambrera le canal, sera achevée en 2023. Le reste sera terminé en 2024, pour autant que ces délais puissent être respectés.

Concernant l'évolution de la situation de la pollution du site, un premier constat avait été réalisé en 2000, avant l'existence d'une législation sur les sols pollués cadrant les études et la réalisation du traitement. Le degré de pollution était peu connu à l'époque. Il a été actualisé à la suite d'études réalisées en 2012. La législation avait alors fortement évolué (nombre d'analyses à réaliser, paramètres, méthodologie des laboratoires) et avait permis de constater une pollution plus importante, principalement liée aux anciennes activités d'Avia Brouw (un distributeur de produits pétroliers qui exploitait le site) et à la présence de terres de remblais polluées.

Des pollutions du sol et des eaux souterraines par des huiles minérales ont été constatées, avec la présence d'un produit pur le long du canal, ainsi qu'une pollution diffuse liée aux terres de remblais présentes sur l'ensemble du site.

Lors de l'élaboration du projet du quai des Matériaux, il a d'abord été envisagé de dépolluer la totalité du site sur une grande profondeur. Ce traitement radical aurait été très lourd, long et coûteux. Une étude de gestion des risques plus fine a alors été menée. Un contrôle de la qualité de l'eau souterraine a été réalisé entre 2018 et 2019. Bruxelles Environnement a alors constaté qu'il n'y avait pas d'extension significative des pollutions des sols, contrairement à ce que l'on avait craint en 2016. Ces résultats ont été confirmés par des campagnes supplémentaires de contrôle menées entre mai et juin 2020. Sur la base de ces résultats, il a été établi qu'une gestion du risque était nécessaire uniquement pour la zone touchée par un produit pur, afin d'éviter sa dispersion vers le canal. Cela a permis d'éviter des coûts inutiles.

*Gewest en de Haven van Brussel mogelijk en kon Beliris de aanbesteding starten.*

*De bodemsanering was duurder dan verwacht, of er was onvoldoende rekening mee gehouden in de berekening van de algemene kosten voor het project. Daarom trok het gewest bijkomende middelen uit.*

*De start van de werkzaamheden is gepland voor de herfst van 2021. De eerste fase, tussen het Sainteletteplein en de nieuwe brug, zal tegen 2023 klaar zijn. De overige werkzaamheden worden in 2024 afgerond.*

*In 2000 is voor het eerst bodemverontreiniging op de site vastgesteld, maar de mate van de verontreiniging was niet erg duidelijk. In 2012 werd het niveau na nieuwe studies bijgesteld. Tegen die tijd was ook de wetgeving geëvolueerd. Bovendien was de verontreiniging toegenomen, hoofdzakelijk door de activiteiten van Avia Brouw en door ophogingen met vervuilde grond, waarin veel olie werd gedetecteerd.*

*Bij de uitwerking van de plannen werd aanvankelijk overwogen om de volledige site tot op grote diepte te saneren. Dat zou echter te tijdrovend en te duur zijn. Daarom werd een gedetailleerde studie naar risicobeheersing uitgevoerd. In 2018 en 2019 stelde Leefmilieu Brussel bij kwaliteitscontroles van het grondwater vast dat de bodemverontreiniging niet sterk was toegenomen. Extra controles in mei en juni 2020 bevestigden dat. Op basis daarvan is beslist om alleen de zone waar de zuivere olie in de bodem zit te saneren, vlak langs het kanaal dus.*

Concernant les terres de remblais, un projet de gestion du risque pour le suivi des terres polluées, conformément à la réglementation, a été introduit et approuvé en décembre 2020.

Ce temps nécessaire à la réflexion et à l'analyse fine de la pollution du site et à une stratégie de dépollution adéquate explique les quelques mois de retard pris dans le lancement du chantier par Beliris. À présent, tout est en place pour avancer concrètement dans les meilleures conditions possibles.

**Mme Aurélie Czekalski (MR).**- La pollution avait été constatée dans les années 2000. On en reparle en 2012 et nous sommes maintenant en 2021. Je ne peux que souligner la mauvaise gestion du dossier et vous invite à le suivre de près.

- *L'incident est clos.*

#### QUESTION ORALE DE M. MARTIN CASIER

à M. Alain Maron, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la transition climatique, de l'environnement, de l'énergie et de la démocratie participative,

concernant "le coût trop élevé du gaz et de l'électricité pour les Bruxellois".

**M. Martin Casier (PS).**- Alors que les prix de l'électricité et du gaz ont diminué en 2020 dans le pays, respectivement de 10 et 26 %, les ménages ne semblent pas en avoir profité. C'est en tout cas ce qui ressort du dernier rapport de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG). Plusieurs raisons expliquent ce constat, dont la complexité de ces marchés.

La situation sanitaire a également eu des conséquences importantes sur la consommation des Belges. Si la demande en gaz n'a pas été modifiée, la consommation électrique a chuté, notamment lors du premier confinement, de 13 % en avril et de 9 % en mai. Pourtant ces deux tendances ne se sont pas répercutées sur les factures des ménages. Les Belges changent trop peu souvent de contrat d'énergie : 1,3 million de ménages ont le même depuis 2007, soit depuis le début de la libéralisation du marché. Cela résulte de la prolongation automatique d'un vieux contrat souvent très, voire trop, onéreux.

La CREG souligne que l'écart maximal entre le contrat le plus cher et le moins cher est de 864 euros pour l'électricité et de 340 euros pour le gaz. On estime qu'en moyenne, un ménage pourrait économiser 500 euros chaque année.

Parmi les obstacles les plus importants figurent le manque de transparence et d'accessibilité à son propre contrat d'électricité, ainsi que les démarches administratives complexes pour changer de fournisseur.

*Voor de ophogingen is in december overeenkomstig de regelgeving een risicobeheerproject ingediend en goedgekeurd.*

*De vertraging werd veroorzaakt door de tijd die nodig was om de verontreiniging te onderzoeken en een oplossing uit te werken. Nu kunnen de werken in optimale omstandigheden starten.*

**Mevrouw Aurélie Czekalski (MR)** (in het Frans).- *De verontreiniging werd 21 jaar geleden al vastgesteld. Dit dossier is ondertussen duidelijk slecht beheerd. U moet het nauwlettend volgen.*

- *Het incident is gesloten.*

#### MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER MARTIN CASIER

aan de heer Alain Maron, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

betreffende "de te hoge prijs van gas en elektriciteit voor de Brusselaars".

**De heer Martin Casier (PS)** (in het Frans).- *In het hele land zijn de prijzen voor gas en elektriciteit in 2020 gedaald, maar daar hebben de huishoudens niet van kunnen profiteren. Bovendien is door de coronacrisis het elektriciteitsverbruik gedaald, maar ook dat had geen impact op de energiefactuur van de gezinnen.*

*Volgens de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) zouden gezinnen jaarlijks gemiddeld 500 euro kunnen besparen door van energieleverancier te veranderen. Dat gebeurt nog veel te weinig.*

*Wat mensen vooral tegenhoudt, is het gebrek aan transparantie en toegankelijkheid van de elektriciteitscontracten en de ingewikkelde administratieve procedures om van leverancier te veranderen.*

De plus, la CREG recommande plusieurs mesures afin de rééquilibrer la balance en faveur des consommateurs, et notamment :

- la suppression des contrats dormants de prolongation. Cette mesure serait plus transparente et permettrait aux consommateurs de mieux comparer leur contrat avec ceux des autres fournisseurs dans des tableaux comparatifs ;

- le renforcement de l'accord de consommateur, censé protéger le client d'un fournisseur d'énergie. Cet accord garantit les droits des consommateurs, mais seuls neuf fournisseurs sur dix-neuf protègent leurs clients avec ce type d'accord.

Les ordonnances relatives à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz prévoient que les fournisseurs notifient à Bruxelles Gaz électricité (Brugel) les conditions générales, ainsi que toute modification de ces dernières, afin que le régulateur vérifie leur conformité à la législation bruxelloise. Introduite en 2018, cette obligation permet à Brugel de vérifier la bonne conformité des conditions générales à la législation régionale. Pourtant, actuellement, Brugel ne publie pas de rapport spécifique à cet égard.

M. le ministre, la facture d'énergie peut parfois peser très lourdement sur le budget des ménages. Nous en avons parlé récemment à propos de la prolongation du statut de client protégé. Les prix abusifs constituent donc un enjeu important dans la lutte contre la précarité énergétique et un levier d'action efficace de soutien à ces ménages.

Quelles mesures sont-elles menées par votre cabinet afin de remédier à cette situation ?

Le régulateur régional Brugel peut-il jouer un rôle proactif dans la surveillance et la détection des contrats d'énergie aux conditions générales non conformes à la législation bruxelloise ?

Pourquoi ne semble-t-il exister aucune vérification de légalité, par le régulateur, des conditions générales contractuelles des fournisseurs à Bruxelles, afin d'éviter les abus évoqués ?

Comment encourager les ménages à être plus attentifs à la qualité de leur contrat de fourniture ?

Bien que Brugel offre un outil de comparaison tarifaire, celui-ci semble encore largement méconnu des ménages bruxellois. Je serais d'ailleurs intéressé de savoir si les membres de notre commission connaissent l'existence d'un tel outil de comparaison.

L'administration de Bruxelles Environnement a-t-elle déjà mené des campagnes d'information pour inciter les ménages à réévaluer leur contrat de fourniture d'énergie ? Est-ce prévu ?

*De CREG stelt verschillende maatregelen voor ter bescherming van de consument: de opheffing van de verlenging van slapende contracten en de uitbreiding van de toepassing van het consumentenakkoord, dat niet door alle leveranciers ondertekend is.*

*De ordonnances betreffende de organisatie van de elektriciteits- en de gasmarkt bepalen dat leveranciers hun algemene verkoopsvoorwaarden en eventuele aanpassingen ter controle moeten voorleggen aan Brugel. Die regeling geldt sinds 2018, maar Brugel heeft er geen verslag over gepubliceerd.*

*Welke maatregelen treft u om de soms buitensporige energiefactuur van de gezinnen, en bijgevolg ook de energiearmoede waarmee ze te kampen hebben, aan te pakken? Kan Brugel daarbij een rol spelen? Waarom wordt de wettelijkheid van de contracten van Brusselse energieleveranciers niet gecontroleerd? Hoe kunnen we de gezinnen aansporen om de tarievenvergelijking van Brugel te raadplegen? Voerde Leefmilieu Brussel daarover al informatiecampagnes of staan er op til?*

*Welke maatregelen kunnen er getroffen worden om de transparantie van de Brusselse energiecontracten te verbeteren? De CREG stelt voor om met een QR-code per contract te werken.*

législatives spécifiques ? La CREG propose notamment l'instauration d'un code QR pour chaque contrat, facile à scanner et mentionnant la grille tarifaire. D'autres mesures de simplification et d'accessibilité sont-elles à l'étude auprès de Brugel, de Bruxelles Environnement ou de votre cabinet ? Avez-vous consulté les acteurs de terrain actifs dans la lutte contre la précarité énergétique à ce sujet ?

*Hebben Brugel, Leefmilieu Brussel en uw kabinet nog andere voorstellen? Overlegt u met de actoren op het terrein?*

<sup>169</sup> **M. Alain Maron, ministre.**- Tout d'abord, il me paraît utile de rappeler quelques éléments relatifs à la composition du prix de l'électricité et du gaz payé par les Bruxellois. Ce prix se décompose en différentes parties : le coût du transport et de la distribution (y compris les redevances de voiries communales), le coût des surcharges (y compris les obligations de service public), la TVA et le coût de l'énergie elle-même.

**De heer Alain Maron, minister (in het Frans).**- *De prijs die de Brusselaars voor gas en elektriciteit betalen, is uit verschillende elementen samengesteld: naast de energiekosten zelf, zijn er de transport- en distributiekosten, de toeslagen en de btw.*

À titre d'information, le coût du transport et celui de la distribution représentent respectivement 7 % et 35 % du prix final de l'électricité, et respectivement 3 % et 29 % du prix final du gaz. Le coût de l'énergie elle-même - celle qui fait l'objet du contrat avec le fournisseur et est soumise à la concurrence - représente approximativement 36 % de la facture d'électricité et 47 % de la facture de gaz, ces parts pouvant varier en fonction des volumes consommés.

*De transport- en distributiekosten maken 7% à 35% van de elektriciteitsrekening uit en 3% à 29% van de gasrekening. De energieprij zelf hangt af van het geconsumeerde volume en maakt respectievelijk 36% en 47% van de factuur uit. Door van leverancier te veranderen, kan alleen dat laatste, variabele gedeelte van de energierekening wijzigen.*

Un changement d'opérateur n'entraîne donc pas la variabilité de la totalité du prix payé. La marge, positive ou négative, n'existe que sur une part minoritaire de la facture. Je ne cherche pas ainsi à relativiser la question, mais à la replacer dans son contexte.

*Ik wijs erop dat het energieprijbeleid een federale bevoegdheid is - met uitzondering van de distributietarieven -, evenals het mededingingsrecht en de wet op de handelspraktijken, de consumentenbescherming en de strijd tegen misleidende prijzen. De belangrijkste federale maatregel om kwetsbare gezinnen te beschermen tegen te hoge energierekeningen is het sociale tarief. Daarnaast is federaal energieminister Van der Straeten met vier grote energieleveranciers het gesprek aangegaan over de zogenaamde slapende contracten.*

Ensuite, je vous rappelle que la politique des prix de l'énergie (à l'exception des tarifs de distribution), le droit de la concurrence, le droit des pratiques du commerce, la protection du consommateur et la lutte contre les prix abusifs relèvent de compétences fédérales, généralement soumises à un cadre européen. En Belgique, la mesure majeure pour préserver les ménages vulnérables des prix de l'énergie élevés est une mesure fédérale appelée tarif social.

*Brugel, de Brusselse energieregulator, speelt actief naar energiecontracten die in hun algemene voorwaarden de Brusselse wetgeving niet naleven.*

<sup>171</sup> Au niveau de l'actualité de ce début d'année, vous aurez certainement lu que la ministre fédérale de l'énergie, Mme Van der Straeten, a reçu quatre fournisseurs d'énergie dans le cadre de la discussion sur la problématique des contrats dormants que vous décrivez.

*Als men contracten vergelijkt, spelen natuurlijk nog andere elementen dan alleen de prijs, zoals de herkomst van de energie en de betalingsvoorwaarden. Voor een loutere prijsvergelijking is een neutraal instrument als BruSim erg nuttig. Heel wat gezinnen en kleine en middelgrote ondernemingen hebben nood aan begeleiding als ze van leverancier willen veranderen. Daarom financiert het gewest de informatiedienst voor consumenten Infor Gas Elek.*

Pour ce qui est du régulateur régional, la législation bruxelloise prévoit effectivement que Bruxelles Gaz électricité (Brugel) joue un rôle dynamique dans la surveillance et la détection des contrats d'énergie aux conditions générales non conformes à la législation bruxelloise.

*Ik heb een voorontwerp van ordonnantie ingediend om de Brusselse energiemarkt bij te sturen, die de leverancier verplicht tot het verstrekken van heldere informatie over facturatie en contractvoorwaarden. De eindgebruiker krijgt de mogelijkheid om een contract te sluiten met een jaarlijkse facturatie met voorafbetalingen. Dat strookt met de invoering van de*

Au niveau de la comparaison tarifaire des contrats, j'aimerais tout d'abord indiquer que d'autres critères que le prix peuvent motiver le choix d'un contrat plutôt qu'un autre : l'origine de l'énergie (l'électricité renouvelable, mix électrique, etc.), l'accessibilité du service à la clientèle (par téléphone, uniquement en ligne, etc.), les modalités de paiement (par exemple, la domiciliation obligatoire) ou la constitution de

l'entreprise de fourniture (coopérative belge, multinationale, etc.).

Ensuite, concernant le prix, l'information régulière sur l'opportunité de comparer ses contrats d'énergie reste pertinente pour encourager les ménages ne bénéficiant pas du tarif social à être attentifs au choix du contrat de fourniture. La disponibilité d'un outil de comparaison neutre, tel BruSim, est nécessaire pour permettre cette comparaison.

Par ailleurs, l'accompagnement est essentiel pour soutenir la comparaison et la possibilité de changer de fournisseur : à ce sujet, je vous rappelle que l'article 33bis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale prévoit l'organisation d'un centre d'information des consommateurs qui accompagne gratuitement les ménages et les petites et moyennes entreprises (PME) dans la comparaison et le choix d'un contrat de fourniture. Ce service rendu par Infor Gaz Elec est intégralement financé par la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance révisant les ordonnances organisant les marchés de l'électricité et du gaz à Bruxelles, que j'ai déposé et qui a été approuvé en première lecture en décembre 2020, de nouveaux droits doivent être reconnus au client final, y compris aux ménages. Un des volets du texte concerne principalement les obligations à la charge des fournisseurs en matière d'information relative à la facturation, de transparence et de lisibilité des conditions contractuelles et d'absence d'obstacles à l'exercice des droits des clients.

173 Dans le cadre de l'avènement des contrats à tarification dynamique (d'électricité) et du déploiement des compteurs communicants (en électricité), l'avant-projet consacre le droit du client de choisir une facturation annuelle, avec paiement par provision, comme instrument de prévention de l'endettement grâce au lissage annuel des frais liés à une consommation qui peut connaître des pics saisonniers importants.

Enfin, l'avant-projet précise la mission d'information du régulateur Brugel qui veillera à pérenniser l'outil BruSim et à lui faire correctement intégrer les futures formules de prix dynamiques.

Enfin, par le biais des organismes de consultation, mon cabinet est en contact régulier avec les acteurs de terrain (Infor Gaz Elec, la Fédération des services sociaux (FDSS) et les CPAS), notamment pour discuter de cet avant-projet d'ordonnance qui sera présenté au parlement dans les prochains mois.

175 **M. Martin Casier (PS).**- Vous avez raison de rappeler le contexte général du prix de la fourniture d'électricité. Toutefois, comme vous le disiez, le concept de contrat dormant et la question des obstacles au changement restent importants. C'est pourquoi j'ai été frappé par les calculs de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) relatifs aux différences potentielles, pour les mêmes types de fournitures, des montants totaux annuels de paiement. Vous avez évidemment

*dynamische tarieven en de digitale meter. Daarnaast zal de informatieopdracht van Brugel worden versterkt, onder meer door de bestending van BruSim.*

*Mijn kabinet pleegt over deze tekst regelmatig overleg met de partners op het terrein. In de loop van de volgende maanden zal de tekst aan het parlement worden voorgelegd.*

**De heer Martin Casier (PS)** (in het Frans).- *Vandaag krijgt iemand die van leverancier wil veranderen, nog met te veel obstakels te kampen. De CREG berekende dat er vaak aanzienlijke facturatieverschillen bestaan, die volgens mij niet allemaal te herleiden zijn tot bewuste keuzes van de consument.*

raison d'indiquer que cela peut résulter d'un choix conscient du consommateur. Cela dit, les montants sont considérables et je ne pense pas qu'ils résultent tous d'un choix.

Notre groupe lira avec grande attention le projet d'ordonnance que vous évoquez et ne manquera pas d'entamer des discussions à cet égard au sein de cette commission.

Par ailleurs, il serait intéressant de fournir aux Bruxellois et Bruxelloises une information plus régulière et structurelle sur les possibilités ou la nécessité de changer de fournisseur, etc. Comme vous l'avez souligné, à la lecture des tarifs dynamiques qui arriveront dans les prochaines années, il sera d'autant plus important de sensibiliser les consommateurs à la question du fournisseur, mais aussi du type de contrat chez son fournisseur et des moments auxquels il serait le plus intéressant de consommer. Cela reste un point d'attention pour l'avenir.

Nous nous retrouverons dans quelques mois pour la discussion des aspects réglementaires et législatifs de la proposition d'ordonnance.

- *L'incident est clos.*

*Onze fractie zal de ontwerptekst in elk geval nauwkeurig bestuderen.*

*Het zou misschien nuttig zijn om de Brusselaars op geregelde basis op de hoogte te brengen van de mogelijkheid om van energieleverancier of van contracttype te veranderen. Ook over de momenten waarop men het best energie kan verbruiken, moet de bewustmaking worden opgevoerd, zeker in het licht van de toekomstige dynamische tarieven.*

*- Het incident is gesloten.*